

NORMANDIE

Claude Reichman, président du MLPS

« Tout le monde peut le faire »

Il fut, le 1er juillet 1994, le premier à quitter la Sécu et à s'engager dans un invraisemblable marathon juridique qui l'a mené devant une multitude de juridictions.

Pourtant sa détermination n'a jamais faibli. « Je pourrais admettre que l'on m'oppose des arguments sociaux », concède Claude Reichman, président du Mouvement pour la libération de la protection sociale (MLPS). « Mais pas des arguments juridiques. Donc nous allons devant la justice pour consacrer notre droit ». Selon lui, la plainte déposée par François Sautai à l'encontre du directeur général de la Sécurité sociale, et qui amène le MLPS à contribuer au versement des ho-

noraires de l'avocat, est tout-à-fait « exemplaire ». « Il faut que les Français comprennent que l'on porte atteinte à leurs droits en défendant un prétendu monopole de la Sécu », dit-il. « Nous sommes en face de mensonges d'Etat. C'est pourquoi cette affaire est aussi sensible, et aussi importante sur le plan des principes et des libertés ».

S'il revendique « plus de 7 000 adhérents » sur l'ensemble du territoire, Claude Reichman reconnaît que tous n'ont pas pu se désaffilier. « En théorie, tout le monde peut le faire », reprend-il. « Mais dans la pratique, il y a une difficulté pour les salariés ». Contrairement aux travailleurs indépendants et professions li-

bérales, ceux-ci ne sont en effet pas maîtres du versement de leurs cotisations sociales. C'est l'employeur qui le fait, et il n'est pas forcément désireux de s'attirer les foudres de la Sécu, mais aussi de l'Urssaf.

« Il faut se battre tout le temps. Recevoir des huissiers, même sur son lieu de travail. C'est pour cela que j'ai porté plainte contre l'Urssaf pour harcèlement moral », accuse Faraj Chemsî, dentiste installé à Héricourt-en-Caux, impliqué dans ce combat dont il ne voit d'issue possible qu'au niveau européen.

C'est pourquoi, ayant porté le fer en France, le MLPS compte bien dans un deuxième temps interpellé Bruxelles.



LA PHRASE

Faraj Chemsî

Dentiste à Héricourt-en-Caux et membre du MLPS

« Ce n'est pas la fin de la Sécu que nous voulons, c'est juste la liberté de choix de notre organisme de protection sociale. Si la Sécu était meilleure que les autres, je serais le premier à la défendre ».